profession de foi, programme de

Patrick de Poulpiquet

soutenu par **S.A.V.** parti breton

s'adressant aux bretons mais aussi aux occitans, basques, corses, catalans, normands, alsaciens, flamands, savoyards de la 15e circonscription.

28 ans — cadre — breton de l'émigration.

Depuis longtemps concerné par l'émigration forcée de mes compatriotes à Paris (1 million de bretons dispersés dans l'île de France) dont je subis moi-même les conséquences, je me sens solidaire des autres communautés qui souffrent de la même émigration forcée vers cette ville de Paris, concentrationnaire et artificielle qui n'est pas à la dimension de l'homme, qui les broie en diluant leurs cultures et leurs identités distinctes.



La Réponse au mal français : l'autonomie des "REGIONS-ETATS" au sein d'une Europe fédérée.

Les solutions aux difficultés rencontrées se trouvent dans la volonté de chacun d'entre nous, de prendre leurs destinées en mains et de l'assumer jusqu'au bout dans une Union Sacrée qui ne visera qu'un seul but, assurer à nos pays respectifs, **une autonomie administrative, économique, financière et culturelle dans une démocratie Européenne.**

D'autres nations à notre porte, réalisent ou ont réalisé cette mutation : Catalogne, Pays Basque, Ecosse, Galles, qui, par leur **dimension viable à l'échelle de l'homme,** constituent les nouveaux pôles d'attraction de l'Europe de demain : pour nous cela signifie se désenclaver du centralisme étouffant et niveleur, du jacobinisme surrané et dangereux de l'état français dans sa forme actuelle.

C'est dans une fédération Européenne et en organisant nous-mêmes nos économies, que nous fixerons nos populations, les jeunes en particulier, jusqu'ici obligés de s'expatrier pour vivre.

Alors que cet Etat Parisien ferme nos usines les unes après les autres, réduit ou supprime les voies de communications ferroviaires, retarde la modernisation d'un réseau routier sur lequel il tente de nous leurrer par quelques travaux, il construit **avec l'argent des Régions, et à leur détriment, un gigantisme parisien** qui nous broie, Il construit et exploite un concorde ruineux et brade nos économies, il nous balance à nous bretons, comme un os à un chien, **une chartre culturelle dénaturée :** pour cet état français nous ne sommes de bons bretons que lorsqu'il a besoin de notre sueur, de notre argent, de notre sang.

Le peuple de Bretagne, comme tous les peuples de l'hexagone, veut vivre Il a toujours répondu « présent ». dans les grands malheurs de l'histoire de l'état qui veut l'effacer de la carte en tant que tel : maintenant c'en est assez, il veut vivre dans le respect de sa personnalité et de son pays.

Dans le respect des Libertés

Une large part de Bretonnes et de Bretons, soucieux d'une évolution de leurs pays vers une prospérité économique que seuls EUX-MEMES pourront se donner, **se refusent à toute compromission avec des partis hexagonaux fussent-ils de gauche ou de droite** et ne voient aucune issue dans une approche de leurs problèmes par le biais de doctrines -- niant toute société, entreprise libérale ou cellule familiale — doctrines dont on sait maintenant qu'elles sont dépassées et nuisibles. Laisser sans voix cette majorité de nos compatriotes serait les trahir. Il est nécessaire que les hommes d'action contribuent à faire évoluer la société vers plus de justice en s'efforçant d'harmoniser les aspirations individuelles et les exigences communautaires, dans le respect des libertés personnelles.

Il ne s'agit pas là d'utopie mais, nous l'avons vu, de réalisations déjà acquises par d'autres régions européennes périphériques et qui peuvent être rapidement mises en place, si la foi et la volonté de nos compatriotes savent se dégager des notions centralisatrices inculquées depuis des décennies par l'étatisme parisien.

Un programme

Ce ne sont pas aux hommes d'aller vers les usines mais aux usines de venir vers les hommes. Nous ne voulons plus de cette fausse expansion dont les manettes de commandes restent en dehors de nos pays et soumettent ainsi en prise directe nos travailleurs avec un monopole de décisions échappant totalement aux contrôles des responsables locaux.

Vous trouverez ci-dessous un programme d'actions que je propose pour la Bretagne en général afin d'envisager le plus vite possible pour les bretons de l'émigration, le retour avec la possibilité de vivre et travailler au pays.

suppléant : Patrick de Kergariou

je propose :

stopper l'hémorragie continue des hommes, des compétences, et des capitaux vers paris : désenclaver la bretagne.

RETOUR de la LOIRE-ATLANTIQUE dans la Région administrative Bretagne.

CREATION d'une BANQUE BRETONNE d'épargne, de crédit et d'investissement destinée à recueillir l'épargne bretonne (2 MM en 1974), actuellement drainée directement ou indirectement vers Paris, à recueillir les dépôts à vue, qui ait accès aux emprunts internationaux dans le cadre Europe : ce qui suppose l'autonomie financière.

CREATION d'un MINISTERE BRETON de la mer pour la rénovation et la promotion dans TOUS les domaines de la MER (la Bretagne : japon de l'Europe) l'accession facile et immédiate des bretons aux conséquences de la recherche (aquaculture).

AMÉLIORATION, AMÉNAGEMENT, CREATION de voies parallèles de communications intérieures prioritairement orientées NORD - SUD (N 137).

ENCOURAGEMENT A LA CREATION de voies maritimes nombreuses et régulières nous reliant au monde afin de désenclaver l'économie bretonne atrophiée par la bride continentale de Paris (Bretagne : 3 façades maritimes). En urgence des voies maritimes nous reliant à nos voisins immédiats et la création à Brest d'un Rotterdam breton, tête de pont vers les Etats-Unis (35.000 navires nous passent devant le nez chaque année à Brest sans s'y arrêter).

CREATION de ports en zone franche.

PRISE EN CONSIDERATION du commerce de la Bretagne au niveau européen et mondial (promotions, contacts, campagnes, missions commerciales, expositions).

ETUDES ET IMPLANTATION d'industries légères et semi-lourdes de fabrication et de transformation. Si possible avec la participation active des habitants au niveau du conseil d'administration, de la construction, du capital initial et de l'animation.

ETUDES ET REALISATIONS avec les intéressés eux-mêmes d'un d'un plan de promotion — VERITABLE CENTRE DE DECISION et de défense — pour les petites et moyennes entreprises des 5 départements.

LUTTE contre l'installation d'entreprises pirates exploitant notre main d'œuvre alors que le profit part hors de Bretagne.

LUTTE contre l'énorme disparité des salaires entre la Bretagne et l'Ile de France.

ENCOURAGEMENT aux syndicats, salariés, professionnels, à se libérer totalement de l'emprise des états majors parisiens.

ORGANISATION ET POLITIQUE D'ACCESSION à l'artisanat, à l'exploitation familiale, agricole, maritime ou industrielle de petite et moyenne taille.

AMELIORATION ET CREATION de transports en commun confortables et rapides dans les secteurs urbains et ruraux.

CRÉATION d'une agence de recherche des énergies douces et accession facile aux conséquences de la recherche.

PROTECTION accrue de l'ENVIRONNEMENT — dépistage systématique et contrôle rigoureux des sources de pollution.

AUTORITE entière pour négocier directement, avec nos voisins immédiats, la délimitation de nos zones de pêche, pour les défendre directement, dans le cadre légal de l'Europe.

SAVEZ-VOUS...!

- que ce sont les impôts des Régions qui comblent en 1978 la différence de 2 MM (soit l'égal de la totalité de l'épargne bretonne) des transports parisiens que la R.A.T.P. n'assume qu'à 40 % ?
- que ce sont les impôts des Régions qui comblent systématiquement le déficit des lignes de banlieues parisiennes de la SNCF?
- que la réalisation des 5 km de tronçon de raccordement de l'autoroute A 15 Paris-Pontoise au boulevard périphérique de Paris est estimée à 1 MM, exactement le montant du devis initial de l'ensemble du réseau breton de routes à 4 voies... inachevé à la moitié et abandonné ?
- que l'Île de France qui représente 18,8 % de la population de l'hexagone s'est adjugée au cours du VIe plan 23,3 % du total des investissements publics alors que la Bretagne (4,9 % de la population) réputée prioritaire, a dû se contenter de 4,5 %. ?

Le candidat s'engage à rendre compte à ses électeurs et à la population en général, par tous moyens d'information, des efforts qu'il aura faits, de l'accueil de ses initiatives auprès des administrations publiques et des résultats qu'il aura obtenus.

à Paris, le 6 Février 1978
PATRICK DE POULPIQUET

Imprimerie SITECMO 426 A